

Selon des études scientifiques réalisées plus tôt cette année, une baisse inquiétante du stock de morue du Nord et une nouvelle diminution des stocks de poissons de fond au large de la Nouvelle-Écosse entraîneront une réduction de contingents, des fermetures d'usines et des mises à pied. D'aucuns comparent la situation à la sécheresse qui a frappé les Prairies l'an dernier. Un comité spécial du Cabinet, présidé par le ministre des Affaires extérieures, a été chargé de trouver des solutions aux problèmes qu'éprouvent l'industrie de la pêche et les provinces de l'Atlantique en général.

Les problèmes de l'industrie de la pêche sont nombreux. Ils sont, dans certains cas, bien connus, mais la plupart se refusent à des solutions évidentes, simples et définitives. Le dossier des pêches demeure controversé et délicat sur le plan politique.

Le Canada a probablement plus fait que tout autre pays pour ses ressources halieutiques, mais il doit se montrer plus vigilant que jamais afin d'assurer l'avenir de son industrie. Bien que l'industrie de transformation sur la côte est soient près de son marché le plus important (les États-Unis), elle ne doit pas pécher par optimisme. Il est tout à fait possible d'exploiter plus judicieusement l'abondance de nos ressources et de protéger l'industrie contre les aléas du marché.

En cette fin de siècle, il importe par-dessus tout d'apporter à la solution des problèmes de l'industrie une volonté politique plus ferme et une vision mieux axée sur le long terme, afin que tous les secteurs de l'industrie — pêcheurs indépendants, travailleurs dans les usines et propriétaires — concertent leurs efforts vers des buts communs. Il ne sera pas facile d'apporter des changements au sein d'une industrie qui regroupe des intérêts aussi divers et qui, dans la région atlantique, constitue autant un mode de vie qu'une activité commerciale. Selon nous, les éléments de base pour la réussite d'une telle démarche sont en place, mais il reste beaucoup à faire et il est essentiel de compter sur l'engagement véritable de tous les intéressés.

Vu la complexité des questions soulevées, les multiples volets de l'industrie et son caractère dynamique, et compte tenu des délais imposés à son étude, le Comité a dû se concentrer sur les questions les plus importantes et renoncer à faire des recommandations plus détaillées. Dans bien des cas, les renseignements indispensables à la formulation de recommandations plus précises n'étaient tout simplement pas disponibles. De plus, la dissolution du Parlement a aussi retardé considérablement l'achèvement du présent document.

Le Comité jugera que son travail aura été utile si les participants estiment que les propositions formulées sont constructives, qu'elles favorisent la prospérité de l'industrie, et qu'elles incitent le gouvernement et le public à s'attaquer aux problèmes les plus pressants.

Enfin, le Comité attend avec impatience la réaction des gouvernements, de l'industrie et du public aux observations et recommandations contenues dans le présent rapport.

Le président,
Jack Marshall